

Helvétisme, un concept périmé?

Autor(en): **Gsteiger, Manfred**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum**

Band (Jahr): **10 (2002)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-832909>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

HELVÉTISME, UN CONCEPT PÉRIMÉ?

Manfred Gsteiger

Rappelons, pour commencer, que l'Antiquité connaît, sous le nom d'Helvètes, un peuple celtique soumis par les Romains. César les appelle «*Helvetii*» et parle de leur pays, séparé des Germains par le Rhin, «*qui agrum Helvetium a Germanis dividit*». Cette référence classique, dans une interprétation républicaine plutôt qu'impériale, aura son importance pendant toute notre histoire, mais surtout au XVIII^e siècle. Lorsqu'Albert de Haller rédige son inscription pour l'ossuaire de la bataille de Morat, il s'adresse à ses contemporains en les appelant «*Helvétiens*»: «*Steh still, Helvetier, hier liegt das kühne Heer...*» Depuis la fin de l'Antiquité, l'espace culturel entre le Rhin et le Rhône se divise en deux parties, l'une germanophone, l'autre francophone, dont les frontières ont peu changé au cours des siècles. Privilégier le nom d'Helvétie pour désigner la Suisse moderne revient donc, implicitement ou explicitement, à reléguer au second plan les différences linguistiques.

Le français a conservé ou plus exactement repris l'adjectif «*helvétique*» d'après le latin «*helveticus*», lui donnant un statut officiel dans la «*République helvétique*» («*Helvetische Republik*»), et il le retient encore aujourd'hui en tant que synonyme de «*suisse*». Dans la partie germanophone de la Suisse moderne cependant, les termes qui ont trait à l'Helvétie sont plus ou moins tombés en désuétude au profit de «*Schweiz*» et «*Eidgenossenschaft*» (et de leurs dérivés).

Mais qu'en est-il de l'«*helvétisme*»? A consulter le *Petit Robert* ou d'autres dictionnaires contemporains, on apprend simplement que c'est une «*locution, (ou) tournure française propre aux habitants de la Suisse romande*». A quoi font écho certains dictionnaires allemands qui disent que «*Helvetismus*» signifie «*in eine andere Sprache übernommene schweizerische Spracheigentümlichkeit*». Or le comparatiste français Fernand Baldensperger a déjà utilisé le terme d'«*Helvétisme*» voici plus d'un siècle dans une acception en même temps plus précise et plus vaste. Lorsque, dans un chapitre de son livre sur Gottfried Keller, il s'intéresse à «*l'Helvétisme*» de l'écrivain zurichois, il envisage une tournure d'esprit et de discours spécifiquement suisse, qui concerne la nation dans son ensemble. C'est dans une perspective analogue, avant tout littéraire, mais aussi socio-politique, que l'historiographie de la première partie du XX^e siècle s'est penchée sur les écrivains et les écrits de l'Ancien régime préoccupés par les traits psychologiques et culturels propres aux Suisses, par

ce qu'on appelait l'esprit national, et par les relations interculturelles au sein de la Confédération. Si le champ sémantique de notre mot reste plutôt mal délimité, sa connotation positive ou négative est également variable, non seulement pour ce qui concerne les régionalismes linguistiques, mais aussi par rapport à un certain «néo-helvétisme» conservateur.

La Société helvétique, fondée en 1762 aux Bains de Schinznach, se voulait cependant cosmopolite, éclairée, libérale, dans le but de discuter, en dépit des différences linguistiques, religieuses et politiques de ses participants, les problèmes actuels et l'avenir de la Confédération. On a parfois négligé, parfois surestimé l'impact de cette assemblée, moitié amicale, moitié académie, sur l'évolution de la Suisse moderne; toujours est-il que parmi ses membres on trouve des intellectuels de premier rang comme Johann Kaspar Lavater, Johannes von Müller, Heinrich Pestalozzi, Isaak Iselin ou Johann Georg Zimmermann, des catholiques et des protestants, des conservateurs et des «progressistes» qui prendront parti pour la République Helvétique, des Alémaniques (la grande majorité) et des Romands comme le Vaudois Philippe-Sirice Bridel et le Neuchâtelois Pierre-Frédéric Touchon, sujet du roi de Prusse, qui prononça une allocution sur «le bonheur des Neuchâtelois d'être Suisses». Dans ses *Schweizerlieder*, Lavater traduit en vers – parfois maladroits, il est vrai – les faits et les gestes des anciens Suisses, pour exhorter ses contemporains à suivre leur exemple. Ce rationalisme pratique est véhiculé par un sentimentalisme préromantique et il en résulte, pour citer Ulrich Im Hof, «die Schaffung eines neuen vaterländischen Empfindens, des Helvetismus».

Le pasteur Bridel a essayé de son côté, notamment dans ses *Poésies helvétiques* (Lausanne, 1782), de faire écho à ses collègues alémaniques, en insistant plus particulièrement sur la communauté des thèmes poétiques de part et d'autre de la frontière des langues. Si le talent poétique de Bridel n'est pas à la hauteur de ses revendications, si son plaidoyer pour une littérature nationale suisse ne nous touche plus beaucoup, il faut tout de même reconnaître qu'il a utilement oeuvré en faveur d'une conscience culturelle commune.

Le mouvement helvétique se manifeste également ailleurs et dans d'autres circonstances. Ainsi peut-on considérer les *Lettres sur les Anglais et les Français et les voyages* de Bêat-Louis de Muralt, publiées en 1725, comme son premier monument littéraire, encore que chez Muralt l'interrogation sur la spécificité suisse est trop souvent au service d'un didactisme militant. Dans la revue connue sous les noms de *Mercur suisse* et *Journal helvétique*, qui paraît à Neuchâtel entre 1732 et 1784, le Lucernois Josef Anton Felix von

Balthasar publie une *Lettre à un Français*, dans laquelle il oppose au stéréotype des «Républicains belliqueux» la «gloire littéraire» de la Suisse moderne: «Depuis qu'un Muralt, un Haller, un Rousseau, un Gessner, un Iselin ont paru, cette vaine subtilité s'évanouit; et [...] l'on commence à croire que les Suisses ont du savoir et de l'esprit.»

Deux remarques générales s'imposent par rapport au mouvement du XVIII^e siècle. Premièrement: la différence des langues ne constitue pas, ou à peine, une entrave à la communication. Etant donné que le français occupe une position éminente en tant que langue de civilisation, l'intelligentsia de l'Ancien régime, à la différence de celle du XIX^e siècle romantique et nationaliste, ne connaît pas d'antagonisme linguistique. Deuxièmement: on constate que les impulsions proprement littéraires sont essentiellement originaires de Suisse allemande – à l'exception de J.-J. Rousseau. Or, l'«helvétisme» du citoyen de Genève est un problème plutôt complexe. Mais quoi qu'il en soit, la réception de Rousseau en Suisse allemande fait pendant à celle de Lavater, Haller ou Gessner en Suisse française. Un seul exemple: la traduction de la *Lettre à D'Alembert* faite par Jakob Wegelin de Saint-Gall, publiée en 1761, trois ans seulement après l'original, avec une annexe qui est une sorte d'adaptation, sous le titre *Von den wahren Angelegenheiten einer kleinen, freyen, kaufmännischen Republik*.

Politiquement et culturellement la Suisse fonctionne grâce à l'équilibre parfois précaire de ses différentes composantes, notamment linguistiques. A l'époque de l'Ancien régime et encore jusque vers le milieu du XX^e siècle la position minoritaire de sa partie latine était compensée par le prestige et l'usage généralisé du français. Aujourd'hui, les Alémaniques entre eux, dans les médias, voire officiellement, privilégient le dialecte, tandis qu'un anglais américanisé rudimentaire se superpose de plus en plus comme langue véhiculaire. L'enseignement de l'Helvétisme semble relégué parmi les antiquités livresques.

Ce phénomène ne tient pas qu'à la soi-disant globalisation, terme à la mode susceptible d'excuser tous les métissages, mais aussi au néo-helvétisme conservateur apparu avant et pendant les deux guerres mondiales, et incarné souvent, sinon exclusivement, par des figures de la droite politique, en premier lieu le Fribourgeois Gonzague de Reynold, auteur d'une monumentale *Histoire littéraire de la Suisse au XVIII^e siècle* (1909-12). L'historien Reynold a accompli un travail à bien des égards fondamental, mais l'idéologue, celui qui se réfère, pour fonder son image de la Suisse confédérale, surtout au modèle de l'Empire médiéval, appelle des réserves, ce qui n'est pas le cas de Carl

Spitteler avec son fameux *Unser Schweizer Standpunkt* (1914), qui préconise une communication renouvelée entre les communautés linguistiques, et encore moins de Denis de Rougemont (*Mission ou démission de la Suisse*, 1940; *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux*, 1965/69).

Mais il y a autre chose. Le conservatisme parfois outrancier de quelques «néo-helvétistes», le prolongement et l'officialisation de ce courant dans la «Défense spirituelle du pays» qui s'est démarquée du National-socialisme et du Fascisme tout en ayant recours à certains de leurs idées constitutives, mais qui porte à son actif également la reconnaissance du romanche comme quatrième langue nationale et la création de la fondation pour la culture suisse Pro Helvetia, ont probablement un peu trop dissimulé le côté rationaliste, républicain et progressiste de l'Helvétisme pré-révolutionnaire. Celui-ci continue pourtant à plusieurs égards dans la République helvétique. Il suffit de penser au républicanisme dans les traces de Rousseau ou bien à la légitimation du caractère plurilingue de l'état nouvellement constitué (une première dans l'histoire suisse) et aux efforts du Ministre Philippe Albert Stapfer pour promouvoir une culture nationale. Et c'est enfin cette république décriée comme une simple domination étrangère, mais préparée et portée par toute une partie de l'élite intellectuelle issue de l'Ancien régime, qui a introduit dans ce pays, au nom de la liberté et de l'égalité, les droits de l'homme et du citoyen.

Il n'y a pas de nécessité de maintenir le terme d'helvétisme au-delà d'une certaine limite historique, d'autant moins qu'après une période d'enthousiasme patriotique suivant la Constitution de 1848, qui englobe Latins et Alémaniques, on observe une prise de conscience de la différence, pour ne pas dire de la «séparation des races», chez des créateurs parmi les plus importants. Ainsi à Gottfried Keller, qui réfute l'idée d'une littérature nationale, feront écho C.-F. Ramuz et Edmond Gilliard, qui confesse: «Je ne puis, en honnêteté littéraire, avoir une volonté d'expression qui ne soit volonté d'expression française. Mais cette volonté est suspecte à tous les policiers de la sûreté helvétique.» Ramuz a pu faire l'expérience de cette méfiance en 1937, à la suite de sa lettre ouverte à Denis de Rougemont. Et Dürrenmatt dira plus tard (mais il ne sera pas toujours aussi catégorique) que «la culture en tant que capital national n'est qu'une fiction.» Au «suissisme», à une culture proprement helvétique, il y a lieu d'opposer la culture tout court, celle de partout – ou de nulle part.

Il faut prendre au sérieux de telles mises en garde. Mais lorsqu'on pose le problème des espaces culturels, des contacts et des frontières entre le Rhin et les Rhône, autrement dit, dans ce pays qui s'appelle la Suisse, et qui entend

maintenir son identité dans une Europe nouvelle et dans un monde «globalisé», elles ne sauraient conclure le débat. Avons-nous quelque chose de commun au-delà de la politique et de l'économie? Cette question qui sous-tend toute l'histoire de l'Helvétisme reste d'actualité, et son aspect culturel doit être considéré désormais comme décisif.

Les nations ne sont pas (encore) en train de disparaître, mais de politiques elles deviennent de plus en plus des entités linguistiques et culturelles. Or, un pays sans langue nationale tel que le nôtre ne pourra survivre sans «capital» culturel spécifique, susceptible d'être utile pour nous-mêmes comme pour les autres. A cet égard, notre «capital» (je maintiens sciemment le terme) le plus précieux, le plus important est le plurilinguisme et la pluralité des mentalités latines et alémanique. Mais cette richesse est menacée. Car la concentration du pouvoir (politique, économique, culturel) dans la partie alémanique largement majoritaire du pays entraîne ou peut entraîner une aliénation des minorités nationales. «Videant consules ne quid res publica detrimenti capiat.»

En introduisant son étude sur l'Helvétisme, le comparatiste Fritz Ernst a insisté sur l'«unité dans la diversité» qui est la base de notre nation, et qui ne se limite pas aux structures politiques. Cette mise en garde est encore apte à rendre service, mais elle doit être repensée. L'unité n'est pas en danger, car la majorité aura toujours raison, et elle détient le pouvoir décisionnel, mais la diversité risque de s'effriter. C'est évidemment le cas pour les langues nationales, mais c'est vrai aussi pour le pouvoir de l'argent qui dicte ses lois soi-disant objectives. Retournons donc la définition traditionnelle, adoptons la devise «Diversité dans l'unité» pour circonscrire les tâches d'avenir de ce petit espace culturel entre le Rhin et le Rhône et, peut-être à son image, d'espaces concentriques toujours plus vastes. La recherche d'une identité plurielle est une exigence fondamentale pour la survie de notre nation et la meilleure chance pour l'Europe et le monde. C'est ce que les «Helvétistes» du passé ont compris dans les limites qui étaient les leurs, et que nous devrions comprendre aujourd'hui dans un monde de plus en plus grand et de plus en plus petit.



Zeichnung von Barrigüe, in: *punts-ponti-ponts-brücken*,
Forum Helveticum, Lenzburg, 1997.